

Montréal,
samedi
10 août
1996

BOURSE



Montréal ▲

Montréal 2500,51 1,97
VARIATION DU JOUR: 0,08% AN: 11,61%



Toronto ▲

Toronto 5046,27 4,56
VARIATION DU JOUR: 0,09% AN: 9,74%



New York ▼

New York 5681,31 -32,18
VARIATION DU JOUR: -0,56% AN: 21,92%

S&P 500	662,10	-0,49
VARIATION DU JOUR:	-0,07%	
Nasdaq	1137,27	-0,24
VARIATION DU JOUR:	-0,02%	
Dollar CAN	72,99 cents US	0,05
VARIATION DU JOUR:	0,07%	AN: -0,63%
Dollar US	1,370 \$CAN	-0,001
VARIATION DU JOUR:	-0,07%	AN: 0,63%
Or	387,50 \$US	-0,10
VARIATION DU JOUR:	-0,03%	AN: 0,89%
Pétrole	20,04 \$US	2,14
VARIATION DU JOUR:	11,96%	AN: 12,08%



Claude Picher
La catastrophe
Page E 3

Le taux d'escompte glisse à 4,5 %

JACQUES BENOIT

Pour la deuxième fois en trois semaines, la Banque du Canada vient de réduire son taux d'escompte, qui a glissé cette fois d'un quart de point de pourcentage à 4,5 % comparativement à 4,75 % jusque-là.

Les banques et le Mouvement Desjardins lui ont aussitôt emboîté le pas, ramenant à 6 % leur taux préférentiel, contre 6,25 % auparavant.

Résultat, « cela devrait entraîner dans les prochains jours une autre baisse des taux hypothécaires et des dépôts à terme, surtout dans les courtes échéances », estiment les économistes François Dupuis et Simon Prévost, de la Caisse centrale Desjardins.

L'hypothèque d'un terme d'un an, qui est en ce moment à 6,12 %, pourrait très bien reculer, sous l'impulsion de cette nouvelle détente du taux directeur, à 5,75 %, « soit un taux historiquement très bas », ont-ils précisé hier dans une déclaration écrite.

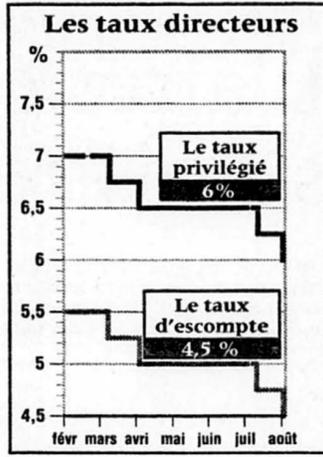
Directrice des marchés financiers

à la Banque de Montréal, Mme Laura Battisti estime elle aussi qu'on pourrait assister à une nouvelle diminution des taux, même si, dit-elle, les récentes baisses ont anticipé sur les mouvements à la baisse du taux d'escompte.

« On est dans une période où on pourra continuer à voir d'autres baisses de taux. On ne s'attend pas à d'autres pressions des États-Unis. »

Cela n'est pas fini, jugent les économistes du Mouvement Desjardins, qui prévoient que la Réserve fédérale américaine « devrait s'abstenir de hausser le coût de l'argent avant la fin de l'automne. »

Il n'est pas exclu que la Banque du Canada décide de diminuer une autre fois son taux directeur à la fin août (après la réunion du 20 août



Infographie La Presse

du comité monétaire de la Réserve fédérale), ou au cours du mois de septembre », notent-ils. Plusieurs raisons, selon eux, expliquent la politique « résolulement expansionniste » de la banque centrale : notamment le « contexte propice » aux États-Unis, qui ne connaît pas de flambée de l'inflation, ce qui nécessiterait en pareil cas le relèvement des taux ; le bas niveau de l'inflation au Canada même (1,4 % en rythme annuel), ainsi que la faiblesse de la demande intérieure et l'état toujours anémique de l'économie canadienne.

pliquent la politique « résolulement expansionniste » de la banque centrale : notamment le « contexte propice » aux États-Unis, qui ne connaît pas de flambée de l'inflation, ce qui nécessiterait en pareil cas le relèvement des taux ; le bas niveau de l'inflation au Canada même (1,4 % en rythme annuel), ainsi que la faiblesse de la demande intérieure et l'état toujours anémique de l'économie canadienne.

Le dollar

Théoriquement, le dollar canadien aurait dû perdre hier quelques plumes de plus en raison de la baisse du taux d'escompte.

Descendu à 72,75 cents US peu avant que la nouvelle soit connue (comparativement à 72,94 au moment de la clôture, la veille), il s'est au contraire apprécié pour atteindre en fin de matinée 72,97 cents, signalait alors M. Jacques Tessier, directeur et chef cambiste, change étranger, à la Banque Nationale.

« C'a été complètement anticipé. Tout le monde était dans le dollar

US, et les gens sont revenus dans le canadien. »

Il a même terminé la journée à 72,99 cents, en hausse de cinq centimes par rapport à la veille.

« Mais le marché est léger, c'est un marché d'été, il y a peu de volume. C'est facile de l'influencer d'un côté comme de l'autre », dit-il.

Vice-président, marché monétaire, à la Banque nationale de Paris, M. André Sullivan juge lui aussi que les marchés s'étaient ajustés par anticipation en ce qui regarde la devise.

Laquelle, selon lui, à cause de l'opinion « plutôt positive qu'ont les marchés internationaux de l'économie canadienne », des déficits moindres des gouvernements et du contrôle de l'inflation, devrait continuer à s'apprécier jusqu'aux environs de 73,80 cents US en fin d'année.

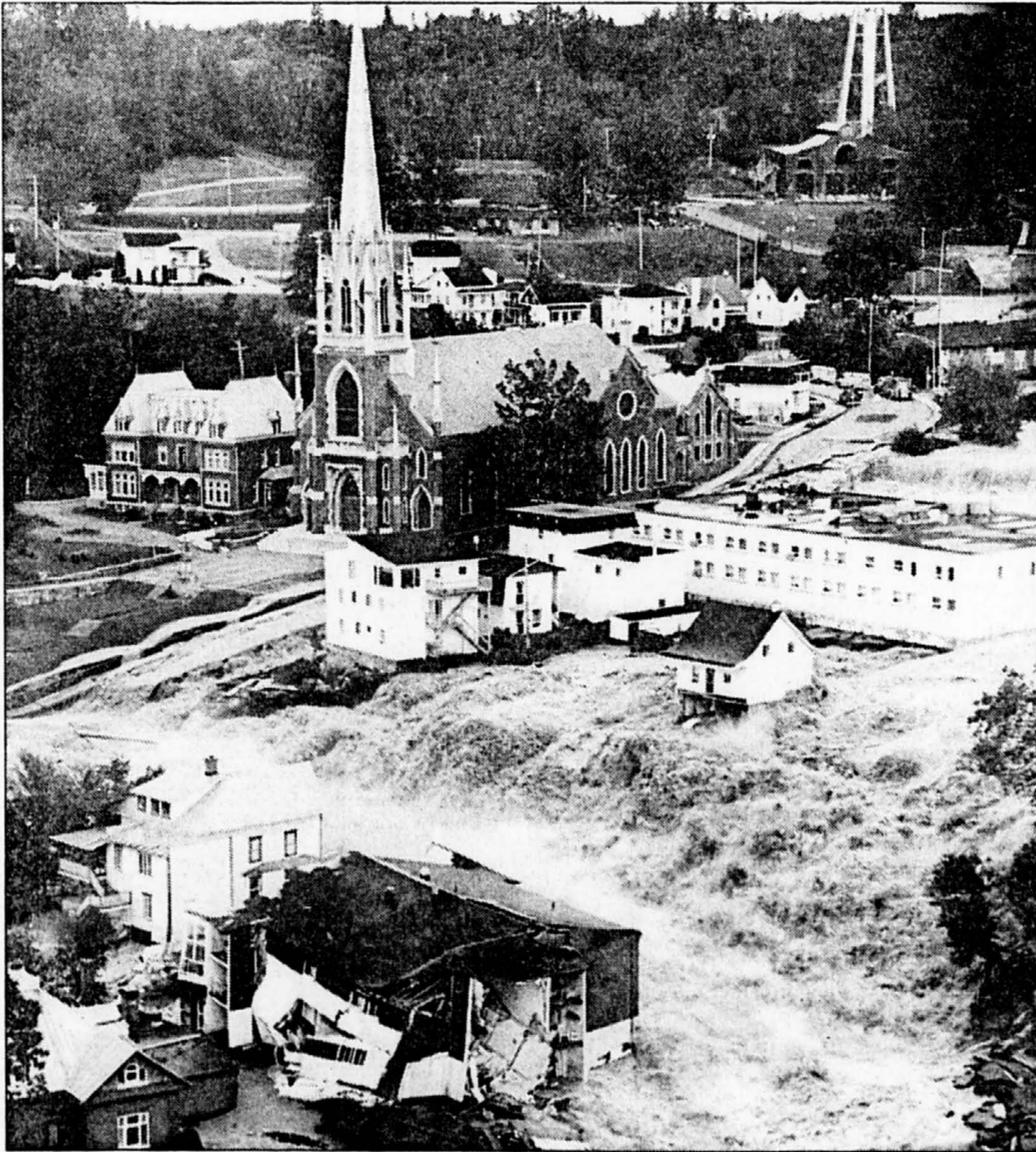
« Mais je m'étire beaucoup... » dit-il.

DOSSIER

Les caisses populaires et les banques à la rescousse des sinistrés du Saguenay



Jacques Benoit



Les caisses populaires et les banques ont conçu (ou sont à concevoir) des programmes d'assistance inusités pour les sinistrés du Saguenay. Ces initiatives varient toutefois considérablement d'un établissement financier à l'autre.

Pour venir en aide aux sinistrés du Saguenay-Lac Saint-Jean et contribuer à la reconstruction de la région, les caisses populaires et les banques ont conçu (ou sont à concevoir) des programmes d'assistance inusités.

Ces initiatives varient toutefois considérablement d'un établissement financier à l'autre.

Le Mouvement Desjardins offre ainsi, par exemple, des prêts personnels sans intérêt remboursables dans un an, d'au plus 5000 dollars, à ses clients qui sont propriétaires et dont l'habitation principale a été détruite ou est désormais inhabitable.

Autre exemple : l'offre faite par la Banque Nationale (BN) aux personnes voulant obtenir un prêt hypothécaire, de prendre à son compte les frais de notaire, d'évaluation et le droit de souscription (1 à 2 % de la somme empruntée) à la SCHL, laquelle garantit le remboursement de l'hypothèque au besoin.

Le premier geste concret des établissements financiers, dès les premiers jours de la catastrophe, fut d'autoriser leur clientèle sinistrée à reporter à plus tard le remboursement de leurs dettes. Soit pour le mois d'août (Mouvement Desjardins et Banque Royale), soit pour une période indéterminée (BN, CIBC, Scotia et TD). Qu'il s'agisse de prêts hypothécaires, personnels, ou encore pour l'achat d'une auto, etc.

« On s'est dit : « Ils ont assez de chats à fouetter ! » On a dit « on fait ça pour un mois », et on verra après s'il faut prolonger. On n'efface pas les versements : on diffère », explique M. Jacques Desbiens, conseiller aux affaires publiques à la Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Rarement en reste, la Banque de Montréal a décidé quant à elle, non pas de reporter ces paiements, mais de les effacer pour août et septembre. « Option nonement plus avan-

teuse que le report », signalait alors dans une déclaration écrite son premier vice-président, direction du Québec, Gilles Jarry.

« C'est un cadeau, qui représente pour la banque de 150 000 à 200 000 \$ à peu près », explique sa coordonnatrice aux affaires publiques, Sylvie Gosselin.

Il faut dire que la Banque de Montréal, avec cinq succursales seulement dans la région touchée, arrive loin derrière les leaders incontestés que sont le Mouvement Desjardins et la BN en termes de parts de marché...

Les chiffres : Desjardins y dispose d'un réseau de 65 caisses, dont

une vingtaine situées dans les secteurs (Saguenay et Notre-Dame d'Hébertville, près d'Alma) les plus durement éprouvés.

« Dans la région, deux personnes sur trois sont des membres de Desjardins, signale M. Desbiens, ce qui ne veut pas dire qu'on a les deux tiers du marché ! Pour les hypothé-

ques aux particuliers, on a 45 % ». La BN s'appuie pour sa part sur un réseau de 17 succursales, son directeur du marketing pour la région, Nicole Racine, jugeant manifestement très bien la concurrence.

« Dans le sinistre en lui-même, c'est sûr que le Mouvement Desjardins est beaucoup plus affecté que nous. Pour les hypothèques aux particuliers, ils ont 45 %, et nous entre 30 et 33 %. Ensemble, on a 75 % », dit-elle tout de go.

Des compléments

« Notre programme, note Jacques Desbiens, du Mouvement Desjardins — ce qui s'applique évidemment à toutes les mesures prises par les banques —, c'est un complément aux programmes gouvernementaux. Il y a bien d'autres programmes qui vont être créés ».

Directeur pour le Québec de l'Association des banquiers canadiens, M. Jacques Hébert juge de son côté que tous ont mis l'épaulé à la roue. « Toutes les banques ont fait des efforts importants, Desjardins aussi, et il n'y a pas beaucoup de banques qui prennent la vedette », dit-il.

Chose qui n'étonne pas, toutefois, ce sont les leaders, le Mouvement Desjardins et la BN, qui offrent les trains de mesures les mieux garnis. En quoi consistent-ils ?

Outre la mesure dont il était question plus haut (prêt personnel sans intérêt pouvant aller jusqu'à 5000 \$ aux propriétaires sinistrés), Desjardins consent également des prêts sans intérêt, d'un montant maximum de 2500 \$ à ses membres qui sont locataires et qui ont reçu 2500 \$ en vertu du programme spécial d'aide de Québec, ou dont la résidence principale, qu'ils soient propriétaires ou locataires, a été endommagée pour un montant de plus de 5000 \$.

Veut-on encaisser avant terme ses certificats de dépôt garantis (CPG), il n'y a pas de pénalité contrairement à la règle habituelle, et ce sera la même chose pour la pénalité (l'équivalent de trois versements mensuels) imposée normalement au créancier qui rembourse son hypothèque avant l'échéance au moment où les sinistrés toucheront le montant de l'assistance financière gouvernementale. (À noter que toutes les banques se sont maintenant engagées à faire de même, signalait hier M. Jacques Hébert.)

Voir LES CAISSES en E 2

Les mises en chantier résidentielles chutent

La Presse

Après deux augmentations mensuelles consécutives, le nombre de mises en chantier résidentielles s'est affaibli en juillet dans la région métropolitaine de Montréal.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a dénombré 506 nouveaux logements en construction au cours du dernier mois ce qui représente une diminution de 12 % par rapport aux 574 unités enregistrées durant le même mois l'an dernier.

« La recrudescence de la construction résidentielle est entièrement attribuable au secteur des logements locatifs, car les mises en chantier de maisons unifamiliales et de condominiums sont légèrement en hausse sur l'an dernier », a souligné M. Jacques Pelletier, analyste principal de marché à la succursale de Montréal de la SCHL. « Malgré tout, l'activité reste dans l'ensemble très faible, quel que soit le type de logement et le secteur géographique », ajoute-t-il.

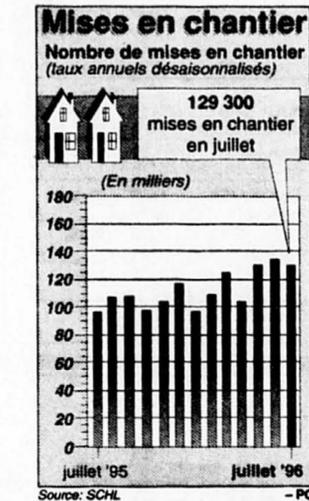
Le volume des mises en chantier en juillet a augmenté respectivement de 4 % et 11 % pour les mai-

sons unifamiliales (405 unités) et les condominiums (82 unités). Par contre, seulement 19 logements locatifs ont été levés de terre, contre 111 un an auparavant. Pour les sept premiers mois de l'année, le volume d'activité dans la région métropolitaine accuse un retard de 10 % ou de plus de 500 unités sur la période correspondante de l'an dernier.

« La toute dernière ronde de baisse des taux hypothécaires est sans aucun doute accueillie avec soulagement par l'industrie de la construction résidentielle.

Malheureusement, il y a tout lieu de croire que la baisse des taux d'intérêt ne suffira pas pour relancer l'activité sur les chantiers de construction », selon M. Pelletier.

« Jusqu'à présent cette année, les conditions d'emprunt ont été très favorables et seul le marché des propriétés existantes a réussi à en



tirer profit, alors que le nombre de transactions sur le marché de la vente a augmenté de 29 %.

« Dans un contexte de morosité économique et de faible croissance du revenu disponible de ménages,

ces derniers sont prudents et accordent beaucoup d'importance au prix d'achat, ce qui désavantage les maisons neuves qui sont généralement plus dispendieuses que les maisons existantes », explique l'économiste de la SCHL.

La région de Montréal est responsable de la baisse de 1 % des mises en chantier dans l'ensemble de la province, lesquelles sont passées de 1282 à 1263 unités entre juillet 95 et 96. En données annuelles corrigées des variations saisonnières, la construction résidentielle a chuté de 22 % au Québec, entre juin et juillet, passant de 17 800 à 13 900 unités.

Au pays, les mises en chantier ont fléchi de 4,5 % en juillet, malgré une croissance soutenue dans le secteur urbain, plus précisément sur le marché des maisons unifamiliales.

La SCHL ajoute toutefois que, malgré ce déclin, la tendance du marché immobilier demeure à la hausse. Les mises en chantier de maisons unifamiliales en milieu urbain ont en effet augmenté de 2 %, hausse qui a toutefois été ternie par une baisse de 15,7 % dans la

construction d'unités d'habitation multiples.

« La construction sur le marché des maisons unifamiliales a atteint son rythme le plus rapide depuis septembre 1994 », note l'économiste Michel Laurence, de la SCHL, selon qui on peut prévoir de nouveaux gains dans ce secteur, compte tenu du prix abordable des maisons neuves, de la faiblesse des taux d'intérêt hypothécaire et de la stabilité du marché de l'emploi.

Plus tôt, cette semaine, Statistique Canada avait signalé une hausse de 6,9 % du nombre de permis émis en juin pour la construction résidentielle, signe qu'elle juge positif pour les six prochains mois.

Si le rythme des mises en chantier de juillet se poursuivait tout au long de l'année, cela signifierait que 129 400 unités de logement seraient construites, alors que les projections annualisées s'établissaient à 135 400 en juin. Ces projections sont toutefois supérieures d'un tiers aux données obtenues l'été dernier.

Les caisses populaires et les banques à la rescousse des sinistrés du Saguenay

LES CAISSES / Suite de la page E 1

Desjardins, enfin, a mis à la disposition des sinistrés un service d'aide juridique gratuit (1-800-349-2885).

Tout cela, le Mouvement Desjardins le fait connaître sur une grande échelle depuis mercredi : par des affiches dans ses caisses, et des publicités dans les journaux.

Jacques Desbiens : « Il y a déjà eu quelques demandes, mais ce n'est pas énorme, ça vient d'être annoncé. D'après ce que j'ai su, c'était des prêts sans intérêt surtout dont les gens avaient besoin. »

C'est plus frais encore pour la BN dont les mesures, rendues publiques par les journaux, par le moyen de publicités, sont connues

depuis deux jours seulement, soit depuis jeudi.

Un client prend-il une nouvelle hypothèque de trois ans ou plus, on lui offre une réduction de 60 centièmes de point sur le taux courant ; ou encore, pour le terme de trois à cinq ans, on garantit le taux actuellement en vigueur au client désireux de faire un emprunt hypothécaire, pour une période d'un an.

« C'est l'offre la plus intéressante », dit Mme Racine, directrice du marketing. Si le client dit : « Il faut que je réfléchisse », on lui garantit le taux — ils sont très bas en ce moment — pour une période de 12 mois.

Dans l'un et l'autre cas, c'est la BN qui prend les frais (notaire, évaluation et droit de souscription à la SCHL) à sa charge, comme on l'a vu.

Pour les travaux de rénovation, enfin, la BN met à la disposition des sinistrés une marge de crédit ou des prêts personnels à des taux inférieurs aux taux habituels.

Les autres banques

En matière de prêts personnels, la Banque de Montréal les offre, elle, aux victimes du désastre, au taux préférentiel, soit 6,25 % en ce moment.

Et puis elle dispense de frais (d'environ 250 \$ selon son programme déjà existant « refinancement plus ») ses clients dont la maison a été endommagée et qui veulent relever, à des fins de rénovation, le montant de leur emprunt hypothécaire, explique M. Denis Aucoin, directeur de développement hypothécaire.

Avec 22 succursales dans la grande région formée du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, dont six dans la région frappée par les crues, la Banque Royale, elle, sans doute au troisième rang en termes de parts de marché, est à évaluer la situation de ses clients sinistrés.

« Notre aide va prendre différentes formes. Est-ce qu'on va travailler au niveau des intérêts, des prêts et de leur transformation ? Les mesures vont varier d'un cas à l'autre. Ça va être du cas par cas », explique son directeur du service des communications, direction du Québec, Raymond Chouinard.

Même politique de la part de la CIBC et de la Banque TD qui sont, elles, de petits joueurs dans la région, avec chacune une succursale

seulement, à Chicoutimi dans les deux cas. « On a décidé de prendre les choses cas par cas », dit Mme Marie-Claude Beauvais, coordonnatrice des relations publiques à la CIBC.

Idem en ce qui regarde la TD. « Ce qu'on fait, c'est du cas par cas, signale M. Paul Lelièvre, directeur, ventes et service personnels, pour le Québec. On est en train de formuler un programme pour venir en aide à nos clients qui nous en feront la demande. Mais nous, on a eu juste une propriété qui s'est ramassée dans la rivière... »

La Banque Scotia, qui y compte trois succursales en incluant celle d'Alma, a procédé de la même manière. « On a fait du cas par cas », indique Mme Stéphane Moisan, directrice, communications et marketing.

Les chèques seront faits aux noms des sinistrés et de leurs notaires

JACQUES BENOIT

Selon l'entente qui vient d'être conclue entre le gouvernement, les institutions financières et la Chambre des notaires, l'aide financière gouvernementale aux sinistrés du Saguenay qui ont perdu leur demeure, leur sera remise sous la forme d'un chèque fait à l'ordre à la fois du sinistré et d'un fidéicommissaire, à savoir le notaire qu'aura choisi le principal intéressé.

La situation clarifiée, « le notaire procédera rapidement à la répartition des sommes allouées au sinistré et à ses créanciers hypothécaires », a précisé hier dans une

déclaration écrite la Chambre des notaires.

Des représentants du gouvernement et de la Chambre se mettront donc en contact avec les sinistrés dans les prochains jours (une équipe de la Chambre sera à Jonquières dès lundi), afin qu'ils fassent savoir avec quel notaire ils veulent traiter.

La Chambre des notaires prendra à sa charge les frais de quittance des hypothèques (environ 150 \$), alors que les établissements financiers prendront à leur compte, au besoin, « les frais de publication des actes au Bureau de la publicité des droits », précise la Chambre.

Pour tous ces cas, le Mouvement Desjardins et les banques se sont engagées à renoncer à la pénalité (l'équivalent de trois versements mensuels) qui est d'habitude imposée au créancier remboursant le solde de son emprunt hypothécaire avant terme.

« Ça a abouti », disait hier matin avec soulagement M. Jacques Hébert, directeur pour le Québec de l'Association des banquiers canadiens et qui a été au coeur des négociations à ce sujet avec les ministères de la Sécurité publique et des Finances.

Uniboard investit 120 millions et crée 400 emplois directs à La Baie

MICHEL HÉBERT de La Presse Canadienne LA BAIE

Québec et Ottawa ont conçu un programme destiné à faire travailler des chômeurs et des assistés sociaux à la reconstruction des zones sinistrées du Saguenay. Ce « réservoir de main-d'oeuvre » sera offert aux municipalités dans « quelques jours », a indiqué hier le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes et responsable du comité ministériel de reconstruction des zones sinistrées de l'est du Québec, Jacques Brassard.

Le ministre fédéral du Développement des ressources humaines, Doug Young, et le ministre de la Sécurité du revenu, Louise Harel, discutent depuis « plusieurs jours des modalités de ce programme dont la mise en oeuvre incombera aux municipalités. »

M. Brassard accompagnait le premier ministre Lucien Bouchard à La Baie où la compagnie Uniboard, spécialisée dans la fabrication de panneaux de bois et détenu par des intérêts allemands, construira une usine de 120 millions et créera 400 emplois directs et indirects.

La production de l'usine débutera en 1997 et mettra un peu de baume sur cette localité du Saguenay

dévastée par le déluge de juillet.

La Baie sera d'ailleurs l'une des municipalités invitées à participer à l'articulation du programme fédéral-provincial destiné aux chômeurs et aux assistés sociaux.

Grosso modo, voici ce dont il s'agit : les municipalités pourront offrir aux sans-emploi l'exécution de travaux de nettoyage ou de construction. Les tâches seront distribuées selon les compétences des intéressés. Ce programme ne sera pas obligatoire.

Les primes salariales versées à ces travailleurs seront puisées à même le fonds spécial de reconstruction de 200 millions.

Ottawa remboursera 90 % des coûts assumés par les municipalités pour les chômeurs.

Québec se chargera des assistés sociaux et dédommagera également les municipalités jusqu'à hauteur de 90 % des sommes versées.

550 chômeurs

« On s'est rendu compte qu'il y avait au Saguenay-Lac-Saint-Jean, plus de 1500 chômeurs possédant des cartes de compétence dans divers métiers de la construction, il s'agit là d'un réservoir de main-d'oeuvre qui pourra être utilisé par les municipalités », a précisé le ministre Brassard.

Combien de personnes seront ainsi attelées à la tâche de reconstruire le Saguenay ? M. Brassard laissera le soin à sa collègue de répondre à cette question.

Mis à part les assistés sociaux, le

taux de chômage régional dépasse 17 %. « Le fédéral, a-t-il expliqué, ajoutera une subvention aux municipalités pour les chômeurs et Québec, par le biais du ministère de la Sécurité du revenu, subventionnera les bénéficiaires de l'aide sociale ».

Mais le Québec, qui a perdu 76 000 emplois en juin et juillet, a besoin de beaucoup plus que du chantier du Saguenay pour juguler la chute de l'emploi.

« J'espère que le sommet de l'automne ne sera pas un sommet spectacle », a prévenu le président de la FTQ, Clément Godbout, qui avait fait le voyage jusqu'à La Baie, hier.

Le premier ministre Lucien Bouchard a répliqué qu'il n'y aura pas de « spectacle » politique à l'automne, que « des idées concrètes » surgiront de ce sommet et sur lesquelles son gouvernement bâtira des projets créateurs d'emplois.

Bouchard à Jasper

Les résultats constatés par Statistique Canada le laissent perplexe. M. Bouchard ira donc à Jasper, en Alberta, la semaine prochaine discuter de création d'emplois avec ses homologues provinciaux.

« Il faut que les gouvernements montrent plus de coopération », convenait aussi le ministre fédéral de la Coopération internationale, Pierre Pettigrew, qui était lui aussi à La Baie, hier.

L'ÉLEGANCE... sans griffe!

Tout sur la mode dans le cabinet

Le mercredi dans

La Presse

Vivre

LE BEST-SELLER des best-sellers

le cabinet

La Presse

Livres

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A BOLTON, 1200 p. plage privée, potentiels 1000 sites pour camping. Cherche partenaires 514-297-3555

AGENCE de voyages à vendre, bien située à Yvonand, 669-6200

ATTENTION entrepreneurs! Géant japonais arrive au Québec. Soyez un des premiers à distribuer ces technologies uniques et obtenez un revenu résiduel limité. 381-1271

AVEC un investissement de 26 \$ participez à la plus excitante et facile affaire inventée. 332-2526

AYEZ votre propre ordinateur sur internet et faites des affaires à 39 \$/mois. 735-0263

Il y a B maison de luxe par Lac Beauport, 7 chambres, 4000 pi car. stal. près hôpital Notre-Dame. Bonne opportunité. 527-0309

BASSES LAURENTIDES, superbe centre de personnes autonomes. 52 chambres, louées à 95%, très bons revenus.

ST-FRANÇOIS, occasion unique, garder complètement équipée, permis 50 enfants, très bonne condition, bâtisse neuve.

ROBERT MAILLÉ, Chambard crtr 881-0116, 881-8543

CONCEPT boulangerie artisanale et café, en opération depuis 1980, situé dans 2 centres d'achats. Rivest-Sud. Prix pour franchisés.

CONTRATS Canadiens de Mill section Club. Stéphane 854-1027

DANS le contexte économique d'aujourd'hui il y a moyen de faire de l'argent dans le domaine du marketing. Excellente formation. Programme de formation disponible. 514-350-3535, 24h sur 24h

COMMUNIQUEZ avec: Marc Schiller 6099 Transcanadienne Pte-Claire, Qué. H9R 1C1 1-800-687-5010

DISTRIBUTION EXCLUSIVE au Québec, domaine animalier, clientèle établie. (514) 355-5321

EN 86, OUBREZ LE 9 à 5 ! Travaillez à votre compte. Firma personnelle. Formation complète. (514) 233-4778

ESTRÉE CAMP DE VACANCES des plus renommés et solidement établi depuis plus de 35 ans. Excellente clientèle, programme camp d'été et classe nature. Avé sur le sport équestre classique et des activités pleins air de toutes sortes. Site de vélocipédie exceptionnelle. Grand potentiel d'expansion pour projets connexes. Terrain de camping, golf, auberge, collège privé ou autre. Face à un parc gouvernemental. Accueillant 100 000 visiteurs par année. Proximité de centres de ski, parc aquatique, piste cyclable et plage. Investisseurs sérieux seulement. 1-514-777-0822

GAGNEZ 100 000 \$ et plus, moins de 45 h/sem. universitaires seulement, rendez-vous confidentiel. Mme Monette 383-2727

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

INVENTION à vendre, les preuves sont faites, brevet, profits limités. Cause départ. Ne ratez pas l'occasion. 449-8816

JEUNES ENTREPRENEURS Recherchés pour bâtir une nouvelle entreprise. M. Séguin. 435-4964

LE SEUL FRANCHISER en télécommunication au Canada dynamique des entrepreneurs dynamiques pour MI et barbières et régions du Québec. Potentiel de revenu très intéressant. Investissement requis 75000 \$. 514-952-8576

MONCTON, centre-ville dynamique, café-resto pleine croissance. Occasion Franchisée 75 000 \$ nég. 525-388-5625 entre 17 h et 22 h.

NOUVEAU au Canada, possibilité de gagner votre vie grâce au GOLF. Investissement 20 000\$. 648-4064

OCASION d'affaires avantageuse, crédible et prouvé. 739-0363

PARFUM français, haut gamme, en gros. 6300 bouteilles. 943-5772

REPUBLIQUE DOMINICAINE Investisseur demandé, pour petit hôtel à terminer.

V. Bello 383-2727 ReMax crtr imm.

RESIDENCE personnes âgées (10), très bonne condition, près hôpital et services, très rentable, bilan sur demande. 275 000 \$

IMPRIMERIE, 40 000 \$ sous-éval. 50 m de Montréal. 89 000 \$ Colette Pinard. 877-5508

La Capitale Crtr.

TABAGIERS, sites disponibles hôtel du centre-ville et centre d'achats marchés. Loto, tabac, magazines, franchises, etc. Inf. 737-3883

TRAVAILLEZ À DOMICILE par choix, à temps plein ou à temps partiel. Domaine santé. 685-0183

VENDEURS(EUSES) DISTRIBUTEURS(TRICES) Entreprise en pleine expansion O. 6300 bouteilles dans le domaine alimentaire

Comptes majeurs dans chaînes d'épicerie

Revenu 40 000 \$ et +

Soucieux(euse) du service aux clients

Travail flexible, dynamique

Quelques territoires exclusifs disponibles

JEAN, (514) 425-1941

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS

PROJET santé internationale. Dynamique, chaleureux. 418-842-4004

RECHERCHE, investisseur (but associé) dans un nouveau concept en aménagement de bureau (produit déjà sur le marché), pour progresser sur les marchés canadiens et étrangers, entreprise établie depuis 8 ans au même endroit. S.V.P. contactez O. VENEZUELA, basé sur un investissement (15 000 \$) pour promouvoir pré-vente d'un mégaprojet de condos et centre de vacances (genre Club Med modèle) par littérature. Possède option 80 hectares sur mer des Caraïbes, et des idées révolutionnaires. Inf. M. Guérin 821-4526

714 FRANCHISES

AL VAN HOUTTE, dans les Laurentides, prix réduits. 843-5752

FRANCHISES de Félix & Horton à vendre. Bien situées, excellente occasion, bonne réputation. Inf. 327-4300

MICRONLAY Joignez-vous au réseau No 1 de franchises de magasins spécialisés en jeux vidéo. Plus de 150 magasins. En pleine expansion au Québec. Franchises rivales aussi disponibles. Patrick Girard 514-696-9090 ou 1-800-615-7529

TABACOTS, franchises de tabac, excellentes opportunités disponibles à Montréal, Gatineau, Laval et Brossard. J.G. Béliveau 514-749-7078

714 FRANCHISES

COMPTABLES Établissez votre propre cabinet

PADGETT SERVICES AUX ENTREPRISES COMPTABILISÉES POUR L'AVENIR

INVESTISSEZ DANS UNE FRANCHISE PADGETT 30 ans d'expérience et 335 cabinets en Amérique du Nord

• Un programme marketing et un service de soutien.

• Formation initiale de 4 semaines.

• Formation continue.

• Un système comptable et un logiciel sur mesure.

Pour informations : (514) 733-5400 ou 1-888-PADGETT

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

BEAUX D'ARGENT? Prêts sur votre véhicule. Rapide. Cash Mobile 968-3444, 891-3131

CALIFORNIE - U.S.A. Maison de promotion et marketing américaine, établie depuis 20 ans, recherche nouveaux produits ou inventions québécoises pour en faire la promotion. Service professionnel et confidentiel. 514-279-2774

PLAN D'AFFAIRES pour prêts et subventions gouvernementales. Argent et partenaires disponibles. GRS 448-1446

VOUS avez 9000 \$? Pas bon intérêt avec bonne gar. 676-6461

718 ARGENT À PRÊTER OU DEMANDÉ

AI ARGENT À PRÊTER FINANCEMENT CORPORATIF ET PRIVÉ. EXPANSION, INVENTION, AUTRE. 300 000 \$ ET PLUS. GROUPE MAXIMUM. 514-868-0433 819-751-3000

735 L'IMMOBILIER

COUPLE professionnel, recherche, gestion petite hôtel/motel ou gros immeubles résidentiels. 969-4499

SITES INTERNET 780

Tous les samedis

Faites connaître l'adresse de votre site Internet dans les propositions d'affaires de la section "Économie" (rubrique 780)

La Presse

285-7111

La catastrophe

Les chiffres sont proprement atterrants.

Alors que le taux de chômage diminue dans l'ensemble du Canada, il augmente au Québec, et dans des proportions qui frisent la catastrophe.

En juin 1995, le Québec comptait 381 000 chômeurs ; le mois dernier, un an plus tard, ils étaient 436 000.

À 12,4 %, le taux de chômage au Québec s'écarte maintenant de façon dangereuse de la moyenne canadienne de 9,8 %. Le chômage, au Québec, est maintenant comparable à celui des provinces de l'Atlantique, région la plus défavorisée du Canada. Il y a un an, le taux de chômage québécois se situait à 10,2 %, contre 13,5 % pour les Maritimes. Aujourd'hui, elles en sont à 13,2 %, moins d'un point de pourcentage de différence avec le Québec.

Sur les huit villes canadiennes les plus touchées par le chômage, cinq, dont Montréal, sont situées au Québec. C'est une agglomération québécoise, Chicoutimi-Jonquière, qui détient le record canadien du chômage, devant Saint-Jean de Terre-Neuve (cela n'a rien à voir avec les inondations qui ont dévasté la région ; au contraire, en juillet, le taux de chômage a connu une très légère amélioration à Chicoutimi). Quant à Montréal, elle arrive au troisième rang de ce déprimant palmarès.

Peu importe l'angle sous lequel on les regarde, les chiffres sont dévastateurs.

On aura beau créer toutes les commissions d'enquête du monde, se péter les bretelles avec le « modèle québécois », le Forum pour l'emploi, le Fonds de la FTQ, la vitalité des régions, les programmes de formation de la main-d'œuvre ou le dynamisme de l'entrepreneuriat québécois, la réalité est brutale : l'économie québécoise est non seulement incapable de créer assez d'emplois pour satisfaire les nouveaux arrivants sur le marché du

travail, elle ne peut même pas maintenir les emplois existants.

■ ■ ■

Certes, on peut trouver des explications circonstanciées. Les spécialistes ont vite fait de relever le dynamisme relatif du secteur privé ailleurs au Canada, notamment en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario, ou les compressions budgétaires annoncées par le gouvernement québécois.

Mais cela n'explique pas tout. Les autres provinces aussi ont réalisé des compressions, bien avant le Québec, et parfois beaucoup plus brutales.

Le temps est peut-être venu, pour les Québécois, de se poser un certain nombre de questions.

C'est au Québec, et de loin, que les cotisations sociales (ou taxes sur la masse salariale) sont les plus élevées. Nous parlons ici des contributions des employeurs au Fonds de service de santé, à la CSST, à la Commission des normes, entre autres. Au Québec, le taux des cotisations, pour toutes les entreprises, est de 4,26 % ; en Ontario, les petites entreprises sont exemptées, et les autres, dépendant de leur taille, sous soumises à des taux variant entre 0,98 et 1,95 %.

Pour des raisons évidentes, les employeurs préfèrent payer des impôts sur leurs profits plutôt que sur leur masse salariale. Sinon, à chaque fois qu'un emploi est créé, l'entreprise, qu'elle fasse ou non des profits, doit payer des taxes. Dans ces conditions, il ne faut pas se surprendre de voir les employeurs favoriser les heures supplémentaires, la sous-traitance et les emplois précaires. Se pourrait-il que nous ayons fait les mau-



Claude Picher

vais choix ? Se pourrait-il qu'il y ait relation entre le niveau élevé des charges sociales et le taux de chômage ?

Parlons maintenant éducation. Une récente étude internationale sur l'alphabétisation des adultes montre que les capacités de lecture et d'écriture des Québécois sont nettement en retard sur celles des autres pays industrialisés, y compris les autres provinces canadiennes. Quelque 21 % des Québécois sont incapables de comprendre correctement la posologie expliquée sur une bouteille d'Aspirine, contre 15 % des Ontariens ; en revanche, seulement 9 % des Québécois peuvent être considérés comme hautement alphabétisés, alors que cette proportion atteint 29 % en Ontario.

Pour des emplois et des salaires équivalents, il va de soi que les entreprises préfèrent embaucher des travailleurs capables de communiquer efficacement, de maîtriser lecture et écriture. Et pourtant, toutes proportions gardées, le Québec est une des sociétés qui consacre le plus d'argent à son réseau d'éducation, ce même réseau qui produit des décrocheurs à la pochetée. Se pourrait-il qu'il y ait un rapport entre le chômage élevé et le faible rendement de notre réseau public d'éducation ?

■ ■ ■

Les dirigeants politiques québécois n'aiment pas cela quand on fait le lien entre la morosité des milieux d'affaires et l'incertitude politique. N'empêche qu'il faut être aveugle ou ignorant pour nier cela. Qu'on le veuille ou non, la perception des employeurs, à l'égard du Québec, est très négative

par les temps qui courent. Non seulement sont-ils hantés par la perspective d'un nouveau référendum où le Oui l'emporterait, mais encore considèrent-ils, massivement, que le gouvernement actuel a un préjugé contre les entreprises. On peut ergoter longuement sur le bien-fondé de ces perceptions, mais le fait est qu'elles existent, et qu'elles compromettent la création d'emplois.

Il y a longtemps que notre voisin, le premier ministre Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick, a compris le langage que les entrepreneurs veulent entendre : « Venez vous installer chez nous, on ne vous écoeuera pas ! » Le taux de chômage au Nouveau-Brunswick est maintenant inférieur à celui du Québec, et ce n'est pas un phénomène passager : c'est comme cela mois après mois. Les Québécois, qui ont longtemps considéré le Nouveau-Brunswick comme une province pauvre, seront probablement étonnés d'apprendre qu'avec un taux de chômage identique à celui de leur voisine, ils compteraient 37 000 chômeurs de moins. La création d'emplois est directement liée au niveau de confiance des employeurs. Se pourrait-il que le gouvernement ait négligé de cultiver ce climat de confiance ?

Et on pourrait allonger la liste. Se pourrait-il que le taux de chômage élevé ait un rapport avec l'indifférence avec laquelle les bureaucrates et politiciens de la Vieille Capitale assistent au déclin de Montréal, moteur et poumon économique du Québec ? Est-il normal que des assistés sociaux trouvent plus avantageux de rester prestataires de l'aide sociale plutôt que de se chercher du travail ? Le temps n'est-il pas venu de s'interroger sur la faiblesse de la culture scientifique des Québécois ?

Quand on aura répondu à toutes ces questions, peut-être pourra-t-on espérer...

Chômage : Johnson accable Landry et Bouchard

La Presse

La publication de tristes statistiques par Statistique Canada indiquant que l'emploi a diminué de 35 000 en juillet au Québec a suscité des réactions immédiates de la part des dirigeants politiques et syndicaux.

Le chef de l'opposition officielle,

Daniel Johnson, accuse le premier ministre Lucien Bouchard et son ministre des Finances, Bernard Landry, d'être les artisans de l'augmentation du taux de chômage au Québec.

« Bernard Landry et Lucien Bouchard forment le tandem le plus incompétent que le Québec ait connu au plan économique. Tous nos voisins trouvent le moyen de créer de l'emploi tandis que Bernard Landry et Lucien Bouchard sont incapables de le faire », a commenté M. Johnson, hier, en après-midi, en conférence de presse.

« Ça ne peut être un hasard. M. Bouchard a beau dire qu'il faut regarder la situation dans un contexte global. Il y a reprise économique en Amérique du Nord. Il s'est créé des milliers d'emplois au Canada depuis janvier. Le taux de chômage a baissé partout au Canada, sauf au Québec », a fait valoir M. Johnson.

Pour aider à la création d'emplois, le chef du Parti libéral suggère au premier ministre de procéder à un remaniement ministériel et de remplacer au plus tôt Bernard Landry, qui « néglige l'économie ».

Il demande également la convocation de l'Assemblée nationale avant la fête du Travail pour débattre de la situation de l'emploi.

M. Johnson comprend que la lutte contre le déficit puisse entraîner des pertes d'emplois dans le secteur public (celui de la santé, par exemple). Il déplore cependant que les politiques gouvernementales n'aient pas suscité d'emplois nouveaux dans le secteur privé. « En Ontario, il y a eu des coupures extraordinaires dans le secteur public. Malgré tout il y a eu augmentation de l'emploi au net parce

que dans le secteur privé il y a une confiance qui n'existe pas ici en raison des politiques gouvernementales », a-t-il commenté. Au cabinet du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, la baisse de l'emploi en juillet est qualifiée de préoccupante. Elles soulèvent cependant des interrogations, ajoute-t-on. En effet, font valoir le porte-parole, ces résultats contrastent avec l'amélioration de la situation économique, comme en font foi la hausse de la confiance des ménages, la baisse importante des taux d'intérêt et l'augmentation des intentions d'investissements.

« Il est toutefois important de noter que ces données, issues d'une enquête auprès des ménages, sont sujettes à une importante volatilité d'un mois à l'autre.

Le budget

Par ailleurs, rien ne permet de croire que les prévisions du budget de mai dernier, qui annonçaient une croissance économique de 1 % en 1996, soient remises en question », ajoute M. Raynald Bernier, conseiller spécial en politiques éco-

nomiques et communications du ministre d'État de l'Économie et des Finances.

Les statistiques inquiétantes du chômage au Québec viennent imposer un impératif de résultat au prochain Sommet économique, estime pour sa part le secrétaire général de la CSN, Pierre Paquette.

Selon le syndicaliste, les importantes pertes d'emplois sont le résultat du manque à gagner du Québec par suite de la réduction des paiements de transfert du fédéral, de la situation financière précaire du gouvernement québécois et des coupes massives effectuées dans les secteurs public et parapublic depuis quelques mois, en particulier dans le secteur de la santé.

« Les pertes d'emplois dans le secteur de la santé sont la conséquence de l'éviction des travailleurs et travailleurs sans sécurité d'emploi. En agissant comme il l'a fait, surtout à Montréal, le gouvernement québécois s'est créé des difficultés supplémentaires. C'est une opération dont le moins qu'on puisse en dire est qu'elle a été très mal faite », a souligné M. Paquette.

AUDI A4 POUR LE PLAISIR... Audi

ENCORE QUELQUES UNITÉS POUR LIVRAISON IMMÉDIATE. DÉMOS DISPONIBLES

Popular 5441, rue St-Hubert, Montréal 274-5471

Centre de perfectionnement **HEC**

Un outil concret!

Programme accéléré d'administration de l'entreprise

APPROCHE PÉDAGOGIQUE MBA

Du 13 septembre au 2 décembre 1996
10 vendredis soirs de 18h à 22h et 10 samedis de 9h à 16h30

- 100 heures de perfectionnement en une session
- animé par 10 professeurs chevronnés
- axé sur l'amélioration de l'efficacité
- pour cadres en progression de carrière

1^{re} PARTIE : LES FONDEMENTS DE LA GESTION ET DE L'ÉCONOMIE
Management - Guy Archambault, professeur titulaire
Économie - Maurice N. Marchon, professeur titulaire

2^e PARTIE : LES PRINCIPALES FONCTIONS DE L'ENTREPRISE
Contrôle financier - Jean-Pierre Lefebvre, professeur agrégé
Ressources humaines - Alain Gosselin, professeur agrégé
Marketing - Robert Desormeaux, professeur agrégé
Production - Claude R. Duguay, professeur agrégé
Systèmes d'information - Michel Chokron, professeur agrégé

3^e PARTIE : LE RÔLE ET LE POINT DE VUE DU DIRIGEANT
Habilités de direction - Normand G. Laurence, chargé de cours
Stratégie : la formulation - Francine Séguin, professeure titulaire
Stratégie : la mise en œuvre - Marcel Côté, professeur titulaire

Participants : cadres intermédiaires de la grande et de la moyenne entreprise, de premier et deuxième niveaux. Aucun préalable académique requis.

Le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales
http://www.hec.ca/~cphc/cae.htm (514) 340-6001

Sur Mesure
Ce programme peut être adapté et offert dans votre entreprise. Contactez-nous.

NOUVEAU PROGRAMME UNIVERSITAIRE EXCLUSIF POUR L'OBTENTION DU TITRE DE PLANIFICATEUR FINANCIER

CERTIFICAT EN PLANIFICATION FINANCIÈRE PERSONNELLE

FORMATION À DISTANCE OU EN ENTREPRISE

Clientèle :

- Personnes qui travaillent dans les banques, les caisses populaires, les fiduciaires ou les compagnies d'assurances de personnes ou qui espèrent y travailler dans un avenir rapproché
- Professionnels, tels les avocats, notaires, courtiers en valeurs mobilières, diplômés en administration ou en consommation, intéressés au domaine de la planification financière personnelle

Renseignements : (418) 656-3202 (frais virements acceptés) ou 1 800 561-0478, poste 3202

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA FORMATION CONTINUE
Pavillon Louis-Jacques-Casault (4731)
Université Laval
Cité universitaire (Québec) G1K 7P4
Télécopieur : (418) 656-5538
Courriel électronique : dgfc@dgfc.ulaval.ca
Site Internet : http://www.ulaval.ca/dgfc

INSRIPTION IMMÉDIATE

À VENDRE

Centre équestre et résidence de prestige À Saint-Basile-le-Grand

Centre pour chevaux de course sous harnais

- 4 écuries — 115 stalles
- Pistes de 1/2 mille et de 5/8 de mille
- Droit de 3/8 de mille et promenade de un mille
- Paddocks

Residence de prestige

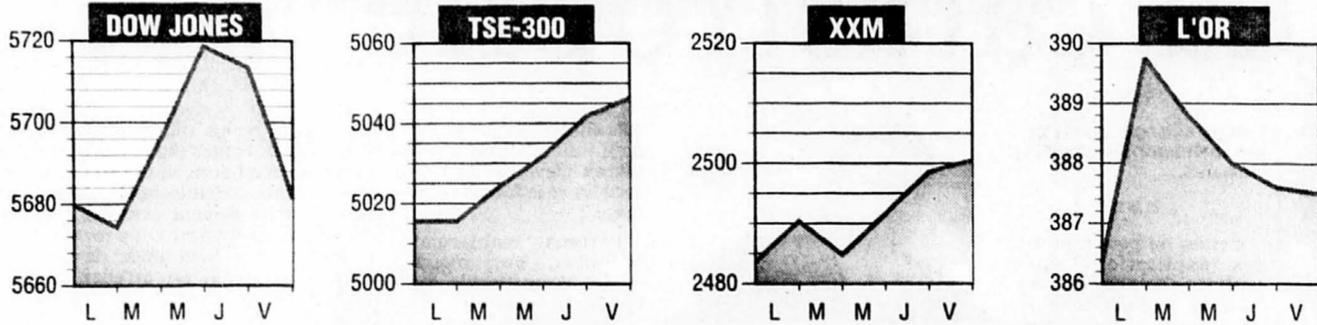
- Grandes pièces — 1 1/2 étage
- Rez-de-chaussée de 277,29 m² app.
- Aménagement paysager de qualité
- Piscine creusée et gazebo
- Garage double et maison d'été

La propriété comprend également un garage-atelier et une maison de gardien. Elle est située au pied du mont Saint-Bruno, à 4 kilomètres de Saint-Basile-le-Grand et à moins de 30 kilomètres de Montréal.

Les offres d'achat devront être reçues avant 11 heures 30, le 30 septembre 1996, à la Société de financement agricole au 1020, route de l'Église, Sainte-Foy (Québec) G1V 4P2. De plus, elles devront porter la mention Centre équestre à vendre et avoir été présentées sur les formules disponibles à la Société. La Société se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des offres.

Pour toute information, ou pour obtenir des formulaires d'offres d'achat et visiter les lieux, veuillez communiquer avec M. Réal Michon, au numéro (514) 778-6605

REVUE HEBDOMADAIRE DES MARCHÉS



Infographie La Presse

Les grandes places boursières canadiennes ont damé le pion à New York en cumulant des gains appréciables malgré la faiblesse du prix de l'or cette semaine. L'indice composé des 300 principaux titres de la Bourse de Toronto a progressé de 30,68 points et le XXM de la Bourse de Montréal a ajouté 16,93 points tandis que l'indice Dow Jones des industrielles ne gagnait que 1,48 point. La baisse des taux d'intérêt au pays a favorisé l'achat d'actions tandis qu'aux États-Unis, les gains accumulés en début de semaine se sont envolés en fumée avec la chute des actions de Philip Morris, mis à l'amende par un jury de Floride.

TRANSACTIONS D'INITIÉS

Le VP de Bombardier liquide 121 800 actions

■ **Bombardier** : vice-président du conseil d'administration de la société, M. Jean-Louis Fontaine, a liquidé à la bourse 121 800 actions subalternes de catégorie B, qu'il détenait directement ou par le biais de la société de portefeuille Gestion J.L. Fontaine, à un prix unitaire variant de 20,50 à 20,55 \$. Les transactions ont eu lieu le 10 et le 11 juin. M. Fontaine détient toujours directement ou indirectement 260 440 actions.

■ **Groupe Coscient** : M. André Paquette, un membre de la direction de la filiale, Allegro Films, a vendu 6522 actions de catégorie A de la compagnie le 13 juin à un prix variant de 5,75 à 6,00 \$. M. Paquette possède toujours 58 696 actions de Coscient.

■ **Tembec** : un membre de la haute direction de la société, M. Bruce Baird, a vendu le 13 juin sur le marché boursier 27 500 actions de catégorie A au prix unitaire de 9,30 \$. L'action de Tembec s'échangeait aux alentours de 8,40 \$ cette semaine.

■ **Transat A.T.** : M. Claude Sincennes, vice-président finances d'Air Transat, a liquidé 4000 actions ordinaires le 30 avril à un prix de 17,55 \$ chacune. L'action de Transat s'échangeait à plus de 25 \$ cette semaine.

NDLR : Cette chronique hebdomadaire rapporte les transactions, de vente ou d'achat, que des actionnaires privilégiés ont effectuées. Les informations proviennent de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Font partie des initiés les individus qui occupent une position privilégiée dans les entreprises en bourse, soit les dirigeants, les administrateurs, les principaux actionnaires (compagnies exclues), etc.

L'Aluminerie de Bécancour presse Hydro d'agir

Reynolds, Alumax et Pechiney ont besoin d'assurances avant de s'engager à fond

Presse Canadienne
BÉCANCOUR

Le président et chef de la direction de l'Aluminerie de Bécancour, Jean Tessier, reconnaît que la faiblesse de l'offre faite par Hydro-Québec au projet qui lui a été soumis retient pour le moment toute possibilité d'obtenir un consentement des propriétaires d'A.B.I.

« Si je disposais d'une proposition exceptionnelle de la part d'Hydro-Québec, le projet d'agrandissement de l'Aluminerie de Bécancour serait accepté tout de suite par ses

actionnaires », a-t-il dit. Les sociétés Reynolds, Alumax et Pechiney, a-t-il dit, ont besoin d'assurances avant de s'engager à fond dans le projet.

Les dirigeants de l'Aluminerie de Bécancour ont travaillé sur différents scénarios d'agrandissement, mais celui qui est le plus retenu parle d'un ajout de 240 nouvelles cuves.

Pour réaliser cette expansion, les trois actionnaires d'A.B.I. devront investir au moins 600 millions, ce qui créerait un millier d'emplois durant la construction et autour de 230 emplois permanents en usine, une fois le projet terminé.

Pour réaliser son projet, A.B.I. doit pouvoir compter sur une garantie d'approvisionnement à long

terme de 350 mégawatts additionnels, à des conditions tarifaires concurrentes sur le plan international, ce qui n'est pas le cas en ce moment.

Le pdg d'A.B.I. ne lance pas pour autant la pierre à Hydro-Québec : « Je comprends la société d'État. On lui demande souvent d'agir comme une entreprise privée en obtenant le maximum pour son produit. Mais d'un autre côté, il s'agit aussi d'une entreprise de service public de qui on attend les tarifs les plus bas possibles. »

L'équilibre budgétaire demeure en tête des priorités

SONDAGE

Presse Canadienne
OTTAWA

Les Canadiens ont envoyé un message sans équivoque au gouvernement fédéral : équilibrez le budget mais ne réduisez pas les dépenses

pour les soins de santé.

« Les dépenses en soins de santé et en éducation revêtent une importance capitale pour les Canadiens et dominent toutes les autres questions », indique un sondage mené en décembre dernier pour le compte du ministère des Finances en décembre, quelque temps avant le dépôt du budget.

Le sondage, réalisé par Earncliffe Research and Communications

d'Ottawa, révèle que les personnes interrogées placent l'équilibre budgétaire en tête des priorités de l'État, devant les dépenses liées à la défense, l'aide sociale et aux transferts aux gouvernements provinciaux.

Les personnes interrogées sont toutefois divisées sur la question des compressions en matière d'éducation pour atteindre l'équilibre budgétaire. Mais lorsqu'interrogées sur les soins de santé, ils

écartent illico l'idée de toute compression. Plusieurs d'entre-eux ont indiqué leur préférence pour une hausse des impôts, plutôt que des compressions dans les soins de santé.

Les deux-tiers des répondants sont d'avis que le rythme de réduction du déficit fédéral est satisfaisant. Parmi l'autre tiers, deux fois plus de personnes interrogées estiment que le processus est trop lent.

En bref

Profits de 10 millions pour SNC-Lavalin

■ La compagnie d'ingénierie SNC-Lavalin a enregistré des profits de 10,134 millions lors de son deuxième trimestre, une légère hausse par rapport à la même période en 1995 alors que les profits s'établissaient à 9,836 millions. Les revenus du deuxième trimestre ont été de 322,606 millions, une hausse de 20 %. Le président de l'entreprise, Jacques Lamarre, a indiqué que la hausse des revenus résulte d'une récente acquisition et d'une croissance continue des projets d'infrastructures à grand déploiement dans les secteurs industriel et du transport. M. Lamarre a noté que l'entreprise possède des commandes non exécutées d'une valeur de 2 milliards et a obtenu de nouveaux contrats, incluant la construction d'un complexe de gaz en Algérie, un système de transport en commun en Malaisie et des projets au Chili et en Chine.

Perte nette pour Memotec

■ Memotec Communications a perdu 3,5 millions (39 cents par action) lors de son deuxième trimestre, comparativement à un bénéfice net de 500 000 \$ (cinq cents par action) lors de la même période en 1995. Ses revenus ont chuté de 38 % lors de ce quart, l'entreprise affichant des entrées d'argent de 9,3 millions, loin des 15 millions de 1995. Pour les six premiers mois de 1996, Memotec Communications affichent des pertes de 6,2 millions alors que le même exercice en 1995 montrait un bénéfice net de 1,3 million.

Légère hausse du bénéfice net pour Québec-Téléphone

■ La compagnie Québec-Téléphone a enregistré une hausse de 2,2 % de son bénéfice net pour le premier semestre de 1996, soit de 14 millions (80 cents par action). Les revenus d'exploitation ont atteint 133,7 millions depuis le début de l'année, une augmentation de 4,2 % du même exercice en 1995. La compagnie attribue cette hausse à l'augmentation de 2,3 % du nombre de lignes d'accès, de la pénétration accrue des nouveaux services et de l'augmentation de plus de 33 % de ses revenus des services mobiles.

Léger bénéfice pour Cambior

■ La compagnie minière Cambior a réalisé un bénéfice net de 1,037 million (deux cents par action) lors de son second trimestre, une légère diminution par rapport à la même période en 1995 alors que le bénéfice net était de 1,9 million (ou quatre cents l'action). Les revenus de Cambior lors de son deuxième trimestre ont légèrement chuté par rapport à 1995, passant de 76,420 millions à 73,965 millions. Cambior a annoncé hier que sa production au deuxième trimestre a été de 11 800 onces d'or, 14 300 tonnes de zinc et 1900 tonnes de cuivre. La production d'or a augmenté de 24 % par rapport à 1995.

Production d'Abitibi-Price

■ Abitibi-Price prévoit imposer des périodes d'arrêt équivalant à 40 000 tonnes de papier journal dans ses usines au Canada au cours du troisième trimestre de 1996. John Weaver, vice-président directeur, a déclaré : « Les stocks ont beaucoup diminué chez les clients; on estime que le total des stocks chez les consommateurs américains est passé de 56 jours d'approvisionnement à la fin de janvier à 49 jours à la fin de juin. Toutefois, nos inventaires sont encore trop élevés et nous croyons devoir imposer ces périodes d'arrêts dans la plupart de nos usines afin de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande ». Jusqu'à maintenant cette année, l'entreprise avait accumulé près de 140 000 tonnes de périodes d'arrêt, ce qui comprenait 106 000 tonnes de papier journal et 34 000 tonnes de papiers à valeur ajoutée.

CONTRÔLEURS - RESPONSABLES : FINANCES - SYSTÈMES DE PERFORMANCE - ADMINISTRATION - SERVICES FINANCIERS - TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION



LES GRANDES SÉRIES
SUR LES NOUVELLES PRATIQUES DE GESTION™
Tome XIII

À VOTRE DEMANDE

- « Mixte » théorie/pratique équilibré
- Face à face avec les conférenciers
- Temps prolongé pour les échanges
- Exercices multiples, ateliers et synthèses
- Pratiques innovatrices - travail d'équipe !

SESSIONS SPÉCIALES

- ALLIANCES STAFFLINE: Trucs pour bâtir un pacte constructif !
- RÉINVENTEZ VOTRE RÔLE : Pistes concrètes pour créer de la valeur ajoutée !
- L'INVENTEUR DU «VEA» illustre la force de cet outil *leading edge* !
- «C.O.C.O.» PROFITABLE, ? Enfin, une application fructueuse de ce modèle de contrôle !
- TACTIQUES PRATIQUES : Indicateurs de performance et de risques intégrés !
- PRÉVENEZ LA FRAUDE : Outils d'autodiagnostic et tactiques préventives !
- AUTOROUTE DE L'INFORMATION : Faire des affaires en toute sécurité !

Nouvelle génération : INDICATEURS et SYSTÈMES CONTRÔLE et PERFORMANCE!

axés sur la valeur ajoutée pour un monde d'empowerment,
de décentralisation et de restructuration continue !

À L'AFFICHE

Rosaire Audet
Chef vérification interne
CANADIEN NATIONAL

Gaston Bédard
Directeur -
Direction planification et
gestion de projets
FÉDÉRATION DES
CAISSES POPULAIRES
DES JARDINS
DE QUÉBEC

Michel Doyon
Vice-président,
vérification et sécurité
BELL CANADA

Stéphane Drolet
Associé
KPMG Poissant
Thibault Peat
Marwick Thorne

Sylvain Fortier
Directeur de projets
CARON BÉLANGER
ERNST & YOUNG

Benoît Gignac
Associé principal
BAZIN LAROCHE
SORMANY VIGNEAULT

Jocelyn Girard
Directeur général
COMMISSION DES
NORMES DU TRAVAIL

Michel Laflamme
Vice-président, technologies
GROUPE LGS

François Legault
Premier vice-président, finances,
administration et trésorier
BIOCHEM PHARMA

Michel Paré
Coordonnateur,
vérification interne
C.S.S.T

France Perreault
Directeur de la production
HONEYWELL

Justin Pettit
Vice-président finance
STERN STEWART & CO

Guy Rivard
Premier vice-président,
finances et administration
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
DES JARDINS-
LAURENTIENNE

Jean Tessier
Directeur principal,
systèmes d'information
SOCIÉTÉ DES
ALCOOLS DU QUÉBEC

Normand Théberge
Vice-président,
directeur principal
COGNI-CASE

Christian Trépanier
Contrôleur adjoint
IMPÉRIAL TOBACCO

Louis Villeneuve
Vice-président finances et
systèmes d'information,
Groupe produits de
consommation motorisés
BOMBARDIER

Moderateur et commentateur
Louise Roby
Directrice de la vérification,
contrôle de la qualité et
formation continue
HAREL, DROUIN
& ASSOCIÉS

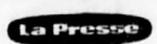
Sous la présidence d'honneur de :



Présenté par :

PERFORM

En collaboration avec :



Lorsque la théorie ne suffit plus... Armez-vous de la pratique !

Hôtel Delta • 27 et 28 août 1996 • Atelier facultatif le 29 août 1996

R.S.V.P. • Jocelyne Picard • (514) 861-7000

LA BOURSE EN BREF

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Indices de Montréal. Includes sub-sections for 'Facts saillants' and 'Valeurs les plus actives'.

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Indices de Toronto. Includes sub-sections for 'Facts saillants' and 'Valeurs les plus actives'.

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Indices Dow Jones. Includes sub-sections for 'Facts saillants' and 'Valeurs les plus actives'.

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Indices NASDAQ. Includes sub-sections for 'Facts saillants' and 'Valeurs les plus actives'.

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Indices Standard & Poor's. Includes sub-sections for 'Facts saillants' and 'Valeurs les plus actives'.

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Indices Standard & Poor's. Includes sub-sections for 'Facts saillants' and 'Valeurs les plus actives'.

Le baromètre

Table with 4 columns: Période de référence, Données pour la période de référence, Var. en % depuis la période précédente, and Var. en % depuis la même période l'an passé. Includes sections for PRODUCTION, REVENUS ET SALAIRES, EMPLOI, and FINANCE.

Données trimestrielles

Table with 4 columns: Période de référence, Données pour la période de référence, Var. en % depuis la période précédente, and Var. en % depuis la même période l'an passé. Includes sections for COMPTES NATIONAUX and BALANCE DES PAIEMENTS.

Philip Morris fait chuter le Dow Jones

L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a reculé en fin de journée, tiré à la baisse par la chute de l'action Philip Morris et des autres valeurs du tabac, après la décision d'un jury de Floride d'accorder 750 000 \$US de dommages-intérêts à un plaignant contre l'industrie.

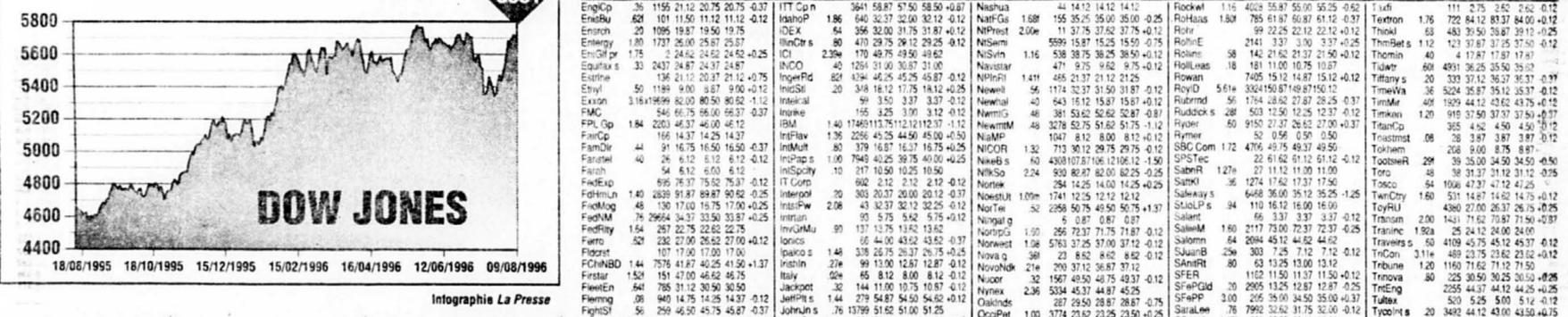
L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 32,18 points (-0,56 %) à 5681,31. Quelques 328 millions de titres ont été échangés. La bourse new-yorkaise a évolué dans une fourchette très étroite durant l'essentiel de la journée, avant de perdre jusqu'à 43 points dans les derniers échanges, après l'annonce de la décision du jury. Les transactions sur le titre Philip Morris ont été interrompues peu avant la clôture de Wall Street, alors que le titre perdait 3-1/2 dollars à 102 \$.

L'action a continué toutefois à être traitée sur les autres marchés boursiers et a fini la journée sur un plongeon de 13-3/4 à 91-3/4 sur ces marchés. Un tel plongeon à Wall Street se serait traduit par une perte de plus de 55 points du Dow Jones, ont souligné des analystes.

Les autres valeurs du tabac ont également dégringolé. Lowes a chuté de 3-5/8 à 78-7/8, American Brands de 1-1/2 à 44-1/4 et RJR Nabisco de 3-5/8 à 28-5/8.

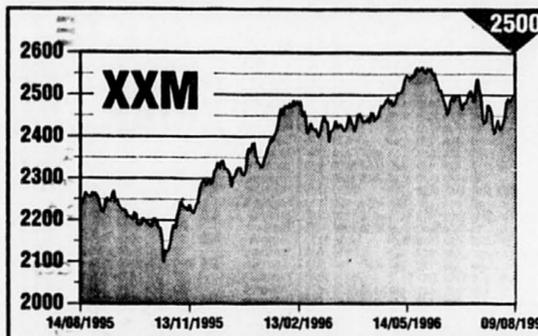
« La décision du tribunal de Floride pourrait constituer un précédent pour de procès contre d'autres compagnies (du tabac) », a indiqué Bill Meehan de Prudential Securities. Une série d'ordres de vente informatisés ont fait tomber le titre Philip Morris, mais leur effet sur l'ensemble du marché sera limité et la grande Bourse pourrait se redresser des les prochaines séances, a expliqué M. Meehan.

Bourse de New York



Large table of stock market data for various companies, organized in columns. Includes columns for company name, volume, price, and change.

Bourse de Montréal



Infographie La Presse

Comment lire les cotes financières. Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres transposés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Div = Dividende par action sur une base annuelle. Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action. BMO SWS = BMO Swiss. B/Laur = Bourse Laur. B/Nat = Bourse Nationale.

Explication des codes. Bourse de Montréal et Toronto. BMO SWS = BMO Swiss. B/Laur = Bourse Laur. B/Nat = Bourse Nationale.

Bourse de New York et Amex. B/Nat = Bourse Nationale. BMO SWS = BMO Swiss. B/Laur = Bourse Laur.

Fonds mutuels. Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation comptable du fonds.

Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation comptable du fonds. Les données sont fournies pour information seulement et sont sujettes à confirmation auprès de l'émetteur.

Table of stock prices for various companies including Crest, CMI, and Datsun. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies like Datsun, Denison, and Desjardins. Columns include company name, price, and change.

Options Canadiennes

Large table of Canadian options data with columns for company name, price, and change. Includes sections for various companies and their respective options.

Bourse de Toronto



Infographie La Presse

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, volume, and change. Includes sections for 'A/B', 'C/D', 'E/F', 'G/H', and 'I/J'.

Main table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, volume, and change. Includes sections for 'K/L', 'M/N', 'O/P', 'Q/R', 'S/T', 'U/V', 'W/X', 'Y/Z', and 'A/B'.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, volume, and change. Includes sections for 'C/D', 'E/F', 'G/H', 'I/J', 'K/L', 'M/N', 'O/P', 'Q/R', 'S/T', 'U/V', 'W/X', 'Y/Z', and 'A/B'.

Bourse d'Alberta

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, volume, and change. Includes sections for 'A/B', 'C/D', 'E/F', 'G/H', 'I/J', 'K/L', 'M/N', 'O/P', 'Q/R', 'S/T', 'U/V', 'W/X', 'Y/Z', and 'A/B'.

DAC ferme 129 magasins mais consolide sa position au Québec

Presse Canadienne
TORONTO

La compagnie Distribution aux Consommateurs a annoncé hier qu'elle procédera à la fermeture de 129 de ses 216 magasins, dont toutes ses succursales à l'extérieur du Québec et de l'Ontario, éliminant par le fait même 507 emplois à temps plein et 1500 à temps partiel, soit la moitié de sa main-d'oeuvre.

Au Québec, l'entreprise met la clé dans 21 de ses 58 succursales. Cette mesure se traduit par la perte de 75 emplois dans la province où Distribution aux Consommateurs compte 300 employés à temps plein.

« C'est une journée terrible pour tous les gens impliqués dans cette situation », a dit le président de l'entreprise, Perry Caioco, lors de l'assemblée des créanciers à qui Distribution aux Consommateurs doit près de 250 millions.

Les magasins visés fermeront ici quatre à huit semaines, au terme de ventes de liquidation de leur inventaire.

Les revenus des ventes de liquidation serviront à payer les employés et les fournisseurs qui existent de l'argent comptant pour poursuivre leurs livraisons aux 90 succursales qui demeureront ouvertes.

La chaîne de magasins de vente au détail s'est placée sous la protection de la Loi sur les faillites le 29 juillet dernier. Elle a jusqu'au 15 novembre pour présenter un plan de restructuration de ses activités et concocter des offres de remboursement à ses 450 créanciers, principalement des institutions financières, des manufacturiers et des imprimeurs. Son plan devra a priori recevoir l'assentiment de la cour.

« D'autres faillites résulteront de



Maria Kwasnitza, une employée de DAC à Edmonton, s'est présentée hier à son travail pour apprendre que le magasin fermera bientôt.

PHOTO PC

celle-ci », a laissé entendre David Earthy, propriétaire de Woods Canada qui fabrique des tentes, des sacs de couchage et d'autres équipements de camping.

« Avec 450 créanciers dans la salle et d'autres qui s'ajoutent, la journée du 29 juillet a été bonne pour les comptables, avocats et autres experts en faillite au pays », a dit M. Earthy, persuadé que les petites entreprises, dont la sienne, ne recouvreront pas leur argent.

Distribution aux Consommateurs est la propriété d'Ackermans

and Van Haaren NV de Belgique, son principal actionnaire.

Distribution aux Consommateurs a enregistré une perte d'exploitation de 15 millions pour son exercice financier de 1995, contre un bénéfice d'exploitation de 22 millions en 1994.

La compagnie prévoit que les 90 succursales qui demeureront ouvertes réaliseront des ventes de 240 millions. Distribution aux Consommateurs projetait des ventes de 580 millions pour 1996.

Hollinger obtient un financement de 300 millions aux États-Unis

Presse Canadienne
NEW YORK

Hollinger International a annoncé hier que la compagnie s'était procuré plus de 300 millions US sur les marchés financiers américains pour aider au financement des récentes acquisitions comme sa prise de contrôle de la chaîne canadienne de journaux Southam.

La compagnie a indiqué que les 308,6 millions US serviront à financer en partie le rachat des actionnaires minoritaires du fleuron britannique de la société, The Telegraph PLC, ainsi qu'à rembourser les fonds empruntés dans le but de financer la prise de contrôle de Southam.

Une partie de l'argent, obtenue grâce à l'émission de nouvelles actions et titres de la société, sera aussi utilisée pour les besoins généraux de la compagnie, y compris

Forte progression du trafic aérien

Reuter
GENÈVE

Les compagnies aériennes, notamment asiatiques, ont enregistré une forte progression de leur trafic passagers au premier semestre, alors que celui du fret est bien inférieur à des prévisions optimistes.

Le trafic passagers, en augmentation de 9,0 % sur l'année dernière, semble confirmer que le secteur est en parti pour une deuxième année de bénéfices records, estiment les analystes.

Les compagnies des pays asiatiques émergents, ainsi que celles du Japon, ont enregistré la plus forte progression, avec une croissance du trafic passagers de 13 %.

Le trafic a augmenté de 9,0 % pour les compagnies nord-américaines et de 8,0 % pour les européennes.

Le trafic du fret ne s'est accru que de 4,0 %, comparé à une prévision de hausse de 10 % de l'IATA (Association internationale du transport aérien) pour cette année.

Il marque toutefois une amélioration sur les trois premiers mois de l'année, où il n'avait progressé que de 2,0 %.

L'IATA prévoit 10 % pour 1996, 9,0 % pour 1997 et 10 % pour 1998, car, en 1994 et 1995, le trafic de fret avait eu de meilleures performances que le trafic passagers.

Du pétrole de Colombie jusqu'en 2010

Les réserves connues de pétrole brut de la Colombie s'élevaient à 2,9 milliards de barils, tandis que ses réserves potentielles sont estimées à plus de 3,3 milliards de barils, a déclaré vendredi le ministre colombien de l'Énergie et des Mines dans un communiqué.

Les réserves potentielles sont surtout les gisements de Cusiana et de Cupiagua, dans l'est, et celui de Coporo, dans la province de Cundinamarca, au centre du pays.

Ces réserves permettent à la Colombie de subvenir à ses besoins en pétrole jusqu'en 2010.

8 7 5 - B e l l

Le service InfoBref Bell

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone Touch-Tone™.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

Nouvelles en bref

La Une:	110
Nouvelles locales:	120
Nouvelles sportives:	130
Nouvelles économiques:	140
Nouvelles nationales et internationales:	150
Arts et spectacles:	160
En primeur:	170

Éditoriaux:	210
Question du jour:	220
Question sportive du jour:	230

Commentaires aux chroniqueurs de La Presse

Claude Picher:	241
Réjean Tremblay:	242
Pierre Foglia:	243

Info-Affaires™ Bell

A surveiller cette semaine:	311
Nouveaux médias, nouvelles technologies:	321
Causeries et conférences d'affaires:	331
Perfectionnement en gestion:	341
Marketing, communication, vente et service à la clientèle:	351
Production, qualité et environnement:	361
Ressources humaines et formation:	371
Informatique:	381

Résultats de la loterie

6/49:	411
Lotto Super 7:	412
Select 42:	413
Banco:	414
La Quotidienne:	415

Bulletins météorologiques d'Environnement Canada

Région de Montréal:	421
Prévisions à long terme (Montréal):	422
Estrie, Québec, Laurentides:	423
Villes canadiennes:	424
Villes américaines:	425
Plaisanciers (Montréal):	426

Produits et services de Bell

Teleconférence et videoconférence:	530
--	-----

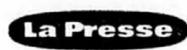
Services de La Presse

Service des abonnements:	610
annonces classées:	620
Publicité:	630
Redaction:	640
Information sur les concours:	650
Renseignements généraux:	660

INFO-ARTS Bell

A surveiller cette semaine:	710
Danse:	720
Musique et art lyrique:	730
Théâtre:	740
Variétés et humour:	750
Expositions et musées:	760
Service personnalisé (accès direct):	770

Abonnés de Bell Mobilité composez sans frais * Bref



METRO
présente

LE GRAND TOUR



JOUR 8

Le dernier jour du Grand Tour! Déjà! De Rigaud à Montréal: 75 km. Chemin faisant, nos aventuriers sur deux roues relient Hudson à Oka sur le traversier qui croise le lac des Deux-Montagnes. Puis, le parcours traverse l'île Jésus, donnant l'occasion de découvrir que Laval compte aussi de belles terres agricoles et des domaines splendides. Certes, les organisateurs et les participants du Grand Tour sont fatigués aujourd'hui. Fatigués mais ravis. Ils n'ont qu'à lire dans les yeux de leurs voisins pour comprendre le message: «Vous serez là, l'an prochain, hein?!» Comment pourrait-on laisser tomber tous ces supporters fidèles, les commanditaires, les bénévoles et les employés. Le Grand Tour vous dit: «Bravo et merci! Merci aux municipalités qui ont accueilli nos villages: Belœil, Granby, Drummondville, Trois-Rivières, Grand-Mère, Joliette, Rigaud et Montréal. Et oui, le Grand Tour revient l'an prochain!» Y serez-vous?



75 km

SAMEDI 10 AOÛT
Ne manquez pas le Grand Tour!



VIVEZ LE GRAND TOUR DE PAUL RIVARD SUR LES ONDES DE TVA

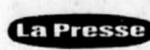
- Salut, Bonjour!
- Le TVA édition 18h
- Le TVA sport



SUIVEZ TOUS LES JOURS LA GRANDE ESCAPADE DE LA BANDE DE CKOI



Commanditaire des haltes dîner



Une production du Tour de l'île de Montréal inc.